AFRIQUE DU SUD

Guerre interne en vue à l'ANC en cas de chute de Zuma

Si les députés sud-africains votent mardi la défiance contre le Président Jacob Zuma, il sera contraint immédiatement de démissionner, ainsi que son gouvernement, un scénario qui risque de déchirer un peu plus le parti au pouvoir, à deux ans des élections générales.

La démission du Président suite à une motion de défiance serait une première dans l'histoire de la jeune démocratie sud-africaine, dont l'avènement coïncide avec la fin officielle de l'apartheid en 1994. Selon la Constitution, en cas de démission du chef de l'Etat, le président du Parlement prend les rênes du pays. Et dans un délai maximum de 30 jours, le Parlement doit élire un nouveau Président issu de ses rangs. Le nouveau président serait à coup sûr membre du Congrès national africain (ANC), le parti disposant de la majorité absolue des sièges au Parlement.

Mais la formation de feu Nelson Mandela pourrait se déchirer sur le nom du successeur de Jacob Zuma, prédisent les observateurs. L'ANC est déjà en proie à une guerre de succession en vue de la fin du dernier mandat présidentiel de M. Zuma en 2019 et de l'élection en décembre 2017 de son nouveau leader. Le parti est divisé entre pro-Zuma et réformistes qui se présentent comme des pourfendeurs de la corruption. Selon les analystes, nombre de députés pourraient soutenir l'actuel vice-président sud-africain Cyril Ramaphosa, tandis que la direction du parti pourrait défendre la candidature de l'actuelle présidente du Parlement Baleka Mbete, habituellement loyale à Jacob Zuma. L'ancienne épouse du chef de l'Etat, Nkosazaba Dlamini-Zuma, présentée comme la principale rivale de Cyril Ramaphosa pour la direction de l'ANC, est pour le moment hors course pour la présidence sud-africaine : elle n'est pas éligible car elle n'est pas députée.

«L'adoption d'une motion de défiance pourrait créer le chaos au sein de l'ANC», estime l'expert en droit constitutionnel Pierre de Vos dans le quotidien sud-africain en ligne *Daily Maverick*. Des divisions entre les députés et la direction du parti «pourraient conduire à l'instabilité et même une guerre ouverte», ajoute-t-il.

Pour assurer la victoire de son candidat, la direction de l'ANC pourrait être tentée de remplacer des députés favorables à Cyril Ramaphosa par des membres qui lui sont loyaux.

«Les députés de l'ANC (visés) pourraient saisir la justice pour dénoncer leur expulsion. Une procédure qui pourrait durer des années», selon Pierre de Vos.

Si Jacob Zuma est renversé mardi, «ça va être l'enfer dans le parti en prévision de la conférence» nationale de l'ANC de décembre, estime aussi Roger Southall, professeur à l'Université de Witwatersrand à Johannesburg. «L'ANC serait en guerre, avec peu de chances voire aucune de se présenter uni devant les électeurs en 2019», ajoute-t-il. A l'affût, l'opposition espère que ces tensions conduisent à une défaite de l'ANC en 2019, alors que le parti dirige la vie politique depuis 1994.

Depuis la chute de l'apartheid, un seul Président a été contraint à la démission en Afrique du Sud, Thabo Mbeki, en 2008, Mais les circonstances de son départ forcé étaient très différentes.

Thabo Mbeki avait été lâché par l'ANC qui l'avait poussé à démissionner. Il avait été remplacé par le vice-président du parti, Kgalema Motlanthe, jusqu'aux élections générales de 2009, date à laquelle Jacob Zuma lui avait succédé.

TURQUIE

Berlin obtient le droit de rendre visite à ses soldats

Une visite de députés allemands aux soldats de la Bundeswehr stationnés en Turquie sur une base de l'Otan aura lieu en septembre après avoir été bloquée le mois dernier par Ankara en raison de tensions entre les deux pays.

La Turquie a «donné son accord pour l'organisation d'une visite (sur la base de Konya) le 8 septembre», a indiqué le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, dans un courrier au président de la commission parlementaire de la défense Wolfgang Hellmich dont l'AFP a obtenu une copie hier.

Selon cette lettre, c'est l'intervention du secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg qui a permis de débloquer la situation : la visite des députés allemands ne sera pas organisée par Berlin mais par l'Alliance atlantique, une solution acceptée par Ankara. Invoquant la détérioration des relations bilatérales avec Berlin, Ankara avait demandé le 14 juillet dernier le «report» de cette visite parlementaire allemande sur la base de Konya (centre de la Turquie), où une trentaine de soldats allemands sont stationnés.

Depuis, Berlin exigeait l'annonce d'une nouvelle date.

«C'est une bonne solution que la visite des députés allemands se fasse sous la houlette de l'Otan», a jugé la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, citée par l'agence DPA.

«Nous devrions nous concentrer sur la lutte contre le terrorisme islamiste. C'est aussi dans l'intérêt de la Turquie», a-t-elle ajouté.

Les députés allemands ont l'obligation de rendre visite aux soldats déployés, le contrôle de l'armée faisant partie des missions de la Chambre des députés.

La Turquie avait déjà interdit à plusieurs reprises des visites de parlementaires aux 260 soldats allemands basés à Incirlik (sud de la Turquie).

En raison de ces refus répétés, Berlin a décidé du retrait de Turquie de ces troupes engagées dans le cadre de la coalition contre le groupe Etat islamique et de les transférer en Jordanie.

Autre sujet qui envenime les relations germano-turques, l'emprisonnement en Turquie du journaliste bi-national Denis Yücel et de Peter Steudtner, un militant allemand des droits de l'Homme dont Berlin exige qu'ils soient libérés.

Berlin a considérablement durci le ton face à Ankara à la suite des purges massives engagées en Turquie après la tentative de putsch de juillet 2016. Le pouvoir turc a pour sa part accusé le gouvernement allemand de soutien aux «terroristes» qui ont orchestré la tentative de coup d'Etat.

KENYA

Le Président Kenyatta confiant en sa réélection

Le Président kényan Uhuru Kenyatta s'est dit «confiant» hier de sa réélection car ses compatriotes «lui accorderont» un nouveau mandat de cinq ans, «lui permettant de mener sa mission à bien».

Après avoir accompli son devoir électoral à l'école primaire Mutomo à Gatundu, sa ville natale, dans le centre du pays, Uhuru Kenyatta a confié à la presse qu'il était confiant en sa victoire car pensant avoir mené une campagne «positive».

Quelque 19,6 millions de Kényans sont appelés à se rendre ce mardi dans plus de 40 000 bureaux de vote dans tout le pays pour ces élections générales où ils désigneront, outre le Président, les parlementaires, les gouverneurs et des élus locaux.

Des milliers d'électeurs étaient massés dès 1h du matin devant les bureaux qui ne devaient ouvrir que cinq heures plus tard, avant de fermer à 17h (14h GMT).

Opposé au vétéran Raila Odinga, M. Kenyatta a assuré qu'il avait «vanté pendant sa campagne un programme de paix, d'harmonie et de progrès qui a séduit les Kényans».

Après les violences post-électorales de 2007, il a exhorté ses compatriotes à voter paisiblement et à attendre chez eux l'annonce des résultats.

RUSSIE

L'ex-ministre de l'Économie, jugé pour corruption, clame son innocence

L'ancien ministre russe de l'Economie Alexeï Oulioukaïev, plus haut responsable russe arrêté pour corruption depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, a clamé son innocence hier à l'ouverture de son procès.

L'ancien ministre russe de l'Economie Alexeï Oulioukaïev, plus haut responsable russe arrêté pour corruption depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, a clamé son innocence hier à l'ouverture de son procès.

La première audience à huis clos visait à régler des questions de procédure et a notamment fixé le début des débats sur le fond du dossier au 16 août.

M. Oulioukaïev, 61 ans, est soupçonné d'avoir tenté de soutirer deux millions de dollars au pétrolier Rosneft dans une affaire qui a provoqué une onde de choc dans les milieux libéraux. Il risque jusqu'à 15 ans de prison.

Il est apparu très amaigri à son arrivée au tribunal Zamoskvoretski à Moscou, neuf mois après son arrestation rocambolesque dans les bureaux du groupe contrôlé par l'Etat russe et dirigé par le très influent Igor Setchine.

«J'ai perdu 14 kilogrammes, merci à notre système judiciaire», a déclaré l'ex-ministre en repartant quatre heures plus tard, répétant réfuter les faits reprochés : «Je n'ai pris aucun pot-de-vin, ce sont des provocations».

A l'issue de l'audience préliminaire, le tribunal a fixé au 16 août le début des audiences sur le fond, a décidé que ces dernières seraient publiques et a prolongé l'assignation à résidence du prévenu jusqu'au 27 janvier, a expliqué une porte-parole, Emilia Khil, aux agences russes sur place.

Ministre de l'Economie depuis 2013, M. Oulioukaïev a été arrêté en novembre 2016. Si de hauts fonctionnaires tombent régulièrement pour des affaires de corruption médiatisées, il s'agissait de la première interpellation d'un ministre en exercice depuis la fin de l'URSS.

Il avait alors été présenté devant un juge qui l'avait formellement inculpé d'«extorsion de pots-de-vin» puis assigné à résidence.

Le Président russe Vladimir Poutine l'avait aussitôt limogé et remplacé, après une période d'intérim, par un économiste de 35 ans issu du ministère des Finances, Maxime Orechkine.

Partisan de réformes de libéralisation de l'économie russe, Alexeï Oulioukaïev s'était publiquement opposé dans un premier temps à la vente de la moitié du capital de Bachneft à Rosneft, dont le patron Igor Setchine est proche de Vladimir Poutine.

Cette opération avait finalement eu lieu, aboutissant à la plus grosse cession d'actifs réalisée en 2016 par l'Etat russe, qui espérait ainsi renflouer son budget plombé par l'effondrement des cours du pétrole.

L'énormité des faits reprochés et les acteurs de cette affaire, avec d'un côté un ministre technocrate peu charismatique et de l'autre une entreprise semi-publique très puissante, avaient suscité la surprise et l'incompréhension parmi l'aile libérale du pouvoir russe, dont il était proche.

Le Premier ministre Dmitri Medvedev avait reconnu que l'affaire allait «au delà de sa compréhension».